

A tou.tes les salarié.e.s de l'animation, crèches, garderies, du social, de l'éducation populaire

Dans chaque structure à caractère social, tou.tes les salarié.es de ce secteur pourront se reconnaître. C'est l'histoire d'un bureau, d'un directeur et d'une équipe. C'est l'histoire de salarié.es, d'habitant.es en interactions sur un territoire. **Vous connaissez le point commun entre les salarié.es et les habitant.es ?**

Eh bien, c'est la misère. la misère sociale qui est en plus devenu banale, voir invisible.

Nous les salarié.es en situation précaire, nous accompagnons des familles qui sont dans la précarité.

N'y a-t-il pas un problème ? Le diagnostic est tombé ! C'est l'exploitation humaine.

Aujourd'hui, il est temps de dire **STOP** à cette **exploitation humaine** que nous subissons en silence depuis de nombreuses années. Nos métiers de l'éducation populaire se doivent d'être **reconnus aujourd'hui !**

Tous les jours, nous, les salarié.es, sommes sur le terrain et la pénibilité de notre travail ne nous facilite pas la tâche, mais nous sommes là chaque jour.

Voici nos souffrances, nos maux communs :

- Pour faire faire des économies à nos dirigeant.es, nous cumulons des postes et fonctions et accumulons des heures supplémentaires non reconnues et non payées.

-Les salaires sont extrêmement bas pour les responsabilités humaines que nous avons au quotidien.

-Beaucoup d'entre nous ne bénéficient ni de formations, ni d'évolution professionnelle.

Et malheureusement, lorsque que nous osons dénoncer les dysfonctionnements, les incohérences de gestion, nous, les animateur.rices jeunesse, familles, enfance, petite enfance, agent.es d'accueil et de service, secrétaires, médiateur.rices, enfin tous.tes les travailleur. euses de terrain... sommes considéré.es comme des ennemi.es de nos associations et fédérations. Nous subissons une maltraitance quotidienne qui nous oppresse avec des pluies de sanctions abusives, sans dialogue social, sans application des valeurs de l'éducation populaire. Nous travaillons avec un stress et une angoisse quotidienne qui nous épuisent psychologiquement, physiquement, nous empêchent de faire correctement notre travail, nous poussent à la démission et donc à la perte de notre emploi.

Voici nos Revendications, l'Antidote de la guérison :

-L'arrêt et la suppression de toutes **sanctions abusives** aux salarié.es, aux représentant.es du personnel, et syndical. (Avec remplacement/ décharge de travail lors de délégation).

-Un **véritable dialogue social** avant toute décision envers un.e salarié.e.

-Le **paiement immédiat des heures de travail effectuées en plus.**

-**1 seule convention d'animation** pour tous nos métiers, **1 seule grille des salaires.**

-Une **augmentation** et harmonisation **des salaires** à la hauteur de nos compétences et missions effectives.

-Un **organigramme revalorisé** et revue à la hausse pour les centres sociaux, MPT.

-**Stop aux contrats précaires** et au cumul de postes. -Des **embauches en CDI** et augmentation des effectifs.

-**Formation** professionnalisante/qualifiante et évolution des salarié.es -Le choix d'une **mutuelle de qualité**

-Congés supplémentaires pour **le travail de pénibilité** et le droit de choisir les jours de congés.

-Nous voulons des **instances** (institutions/salarié.es de terrain/habitant.es) afin que les décisions soient au plus près de la réalité. -Le respect d'un cahier des charges avec un **contrôle de nos gestionnaires.**

-Une **réflexion de fond** avec les institutions qui, par mise en concurrence, baisse ou stagnation des financements, favorisent la précarisation des personnels de l'animation et les dysfonctionnements des assos

Cela afin de rendre dans de bonnes conditions, aux habitants, familles de tous les quartiers :

Leur place dans les centres sociaux, favoriser **l'implication des habitants** sur tous les projets et actions concernant leur territoire de vie, **co-construction** dans la prise de décision. D'avoir un lieu de rencontre, de s'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets. Le centre social se doit de contribuer à l'amélioration de la vie sociale et associative pour l'intérêt de tou.tes au travers des projets d'éducation, cultures, loisirs....

Nous attendons un recadrage des associations, nous exigeons de leurs dirigeants qu'ils **rendent des comptes publics** aux habitant.es, mais aussi et surtout que ces dernier.es, soient réintégré.es dans le fonctionnement et les décisions prises pour leurs structures, leur territoire, leur quartier de vie.



C'est pourquoi nous appelons à la **grève** tou.tes les salarié.es du social,
LE MERCREDI 23 JUN 2021 à 13h00 devant la Mairie Centrale
Pour exiger une rencontre avec le Maire de Marseille.

Les habitants, familles seront eux aussi mobilisés et présent avec nous.



C'est le combat de solidarité entre salarié.es et habitant.es pour une même cause, sortir de leur souffrance.

Rejoignez-nous et signez l'appel !

Le collectif des salarié.es de l'éducation populaire (dont les 1ers signataires : collectif de salarié.es du CCO, collectif de salarié.es de FAIL13, le CS Grand Saint Antoine),

Soutenu par les Syndicats :